

L'armée de l'air n'intervient qu'aux «heures de bureau»

FORCES AÉRIENNES

La défense aérienne suisse ne travaille que de 8 h à 17 h les jours de semaine. Dixit Ueli Maurer! La Suisse a-t-elle les moyens d'être neutre et indépendante?

XAVIER ALONSO BERNE

«**N**ous sommes le seul pays qui ne peut intervenir que pendant les heures de bureau. L'objectif serait de pouvoir le faire à tout instant, comme partout ailleurs en Europe.» Les propos du ministre de la Défense, Ueli Maurer, devant le Conseil des Etats n'ont pas manqué de méduser les sénateurs. Déclarations incroyables mais vraies, comme le confirme le Département de la défense (DDPS) et les forces aériennes.

Les heures de bureau, c'est donc du lundi au vendredi de 8 h à 17 h. Moins la pause de midi. Pourtant, les forces aériennes opèrent en moyenne 320 fois par année pour des missions de contrôle dans l'espace aérien suisse; Et une douzaine de *hot missions*, interventions contre des appareils suspects, sont effectuées chaque année.

Des terroristes voudraient réitérer en Suisse une attaque de type 11 septembre 2001 qu'ils n'auraient qu'à attendre la fermeture du guichet fédéral de la police aérienne... «Evidemment, l'exemple de New York est dans les esprits. Mais on accepte ce risque en espérant qu'il ne se passe rien», analyse Christophe Keckeis, l'ancien chef de l'armée



DÉFENSE Un F/A-18 en manœuvre sur la base aérienne de Payerne. Pour Christophe Keckeis, ancien «général» de l'armée, «la Suisse veut tout faire et fait tout moyennement, finalement».

qui a fait carrière dans les forces aériennes.

Avions étrangers à la rescousse

Surveillance et capacité d'intervention vingt-quatre heures sur vingt-quatre ont été demandées par le Conseil fédéral en 2003, a rappelé Ueli Maurer. Seule la première exigence est remplie, puisque les radars surveillent, depuis 2005, l'espace aérien en permanence. Mais qui intervient en dehors de ces fameuses heures de bureau? «S'il se passe quelque

chose de suspect, les pays autour de nous procéderaient à des interceptions», rapporte Christophe Keckeis.

France, Allemagne, Italie et Autriche ont signé avec la Suisse des accords de coopération de surveillance aérienne. Les avions de combat étrangers peuvent ainsi intervenir dans l'espace aérien suisse. Comme ils le font lors d'événements particuliers comme le G8 ou le WEF (pendant lesquels, d'ailleurs, l'armée de l'air suisse assure un service vingt-quatre heures sur vingt-quatre), où les péri-

mètres de sécurité se jouent des frontières. Mais le scénario du Mirage 2000 français en chasse au-dessus de nos têtes est toutefois purement théorique, semble-t-il, puisque, selon les forces aériennes suisses, aucune *hot mission* n'a dû être engagée hors des heures de bureau!

Au-delà de cette extraordinaire discipline des avions suspects qui respectent les horaires à l'approche de la Suisse, d'aucuns s'étonnent de cet entre-deux: soit la Suisse, neutre et indépendante, se dote d'une flotte qui lui permet d'assurer elle-

même la police dans son espace aérien, soit elle externalise complètement sa protection. Comme c'est le cas seize heures par jour...

Neutralité, indépendance ou coopération?

Cette logique ne plaît ni à Yvan Perrin (NE) ni à Thomas Hurter (SH). Les deux conseillers nationaux UDC voient dans l'armée de l'air une priorité indispensable au système de défense de l'armée suisse. «L'externalisation aurait aussi un coût, rien n'est gratuit! analyse Thomas Hurter, pilote d'avion au civil. Ensuite, dans un système de coopération internationale, nous devrions pouvoir apporter notre contribution à l'édifice. Et pas seulement payer.»

Les deux UDC privilégient donc la piste de la mise à jour de l'armement de l'aviation: en hommes, matériel et moyens. Quel serait le coût d'une telle ambition? Personne n'y répond. Mais les 2,2 milliards promis pour l'achat de 8 à 12 jets de combat (dernier chiffre articulé par les experts) qui remplaceront les vétustes Tiger préservent à peine la capacité d'intervention, qui sera de toute façon en dessous du standard désiré, affirmation des spécialistes.

Pour assurer la couverture de son ciel vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la Suisse devrait donc choisir d'autres modèles. «Nous n'avons plus les moyens d'être indépendants, ni de développer une politique de neutralité renfermée. L'avenir passe par la coopération», glisse le socialiste vaudois Eric Voruz. L'ancien «général» de l'armée suisse Christophe Keckeis ne dit pas autre chose: «La Suisse veut tout faire et fait tout moyennement, finalement.» ■

Berlusconi mobilise

ITALIE

A l'appel du *Cavaliere*, la droite manifeste à Rome aujourd'hui. En vue des régionales des 28 et 29 mars.

La semaine dernière, l'opposition avait manifesté place du Peuple à Rome. Aujourd'hui, c'est la majorité qui se mobilise place San Giovanni. Les organisateurs espèrent 500 000 personnes sur cette place autrefois monopole des grands cortèges de la gauche.

A la tribune, Silvio Berlusconi sera entouré d'une brochette de ministres et des candidats à la présidence des 13 régions sur 20 où l'on votera les 28 et 29 mars prochains. Des élections pour lesquelles la majorité redoute ce que les analystes ont surnommé «le syndrome français», soit une forte abstention des électeurs de droite.

Une série de scandales touchant des proches du *Cavaliere*, des cafouillages qui ont conduit à l'exclusion de listes du Parti de la Liberté (PDL) au scrutin régional, la mise en examen de Berlusconi pour avoir tenté de censurer des journalistes critiques, des zizanies internes: la majorité vit une passe difficile. Et certains sondages lui font perdre 10% de la confiance des Italiens.

Dramatisation

Comme chaque fois qu'il est en difficulté, Berlusconi a choisi de dramatiser le vote, en invoquant un choix entre la liberté et la démocratie face à une opposition communiste alliée à une magistrature politisée. Le slogan de la manifestation, «L'amour triomphe toujours de l'envie et de la haine», reprend le titre d'un livre qui rassemble les messages d'encouragement envoyés au président du Conseil après l'agression dont il a été victime à Milan, en décembre dernier. L'amour, c'est lui; la haine et l'envie, ce sont les calomnies colportées par la presse d'opposition et la magistrature.

Mis en examen à la suite d'écoutes téléphoniques, Berlusconi dénonce le risque de vivre dans «un Etat policier» où même le président du Conseil ne peut pas téléphoner sans être écouté.

En se faisant passer pour une victime, Berlusconi transforme le scrutin en un référendum sur lui-même. La technique, qui a fonctionné dans le passé, est-elle toujours efficace? Le succès de la manifestation d'aujourd'hui sera un premier élément de réponse.

DOMINIQUE DUNGLAS ROME

Dix autres scandales sexuels examinés par l'évêché de Coire

PRÊTRES PÉDOPHILES

Après le diocèse de Bâle, l'affaire secoue aussi celui de Coire et l'abbaye d'Einsiedeln. Les aveux d'un prêtre schwytois qui a reconnu avoir abusé d'enfants en Allemagne et en Autriche dans les années 1970 ont mis le feu aux poudres.

Les diocèses de Bâle et de Coire font leur examen de conscience après les aveux, mercredi, d'un prêtre schwytois. Cet administra-

teur paroissial a reconnu avoir abusé sexuellement d'enfants en Allemagne et en Autriche dans les années 1970. Il a immédiatement démissionné.

L'homme avait travaillé durant seize ans pour l'évêché de Bâle et dix-huit ans pour celui de Coire. Selon le diocèse de Bâle, il semble que les responsables de l'époque savaient que le prêtre avait dû quitter ses précédents postes pour «actes sexuels non autorisés». Il a été engagé sous condition d'un traitement médical et qu'un abbé lui serve de «père spirituel». Cet

engagement doit être considéré aujourd'hui comme «une erreur d'appréciation indéfendable», souligne la direction de l'évêché. L'institution précise que, à sa connaissance, ce prêtre ne s'est pas rendu coupable d'actes pédophiles lorsqu'il a travaillé pour le diocèse de Bâle.

Les abus continuent

De son côté, le diocèse de Coire affirme ne pas avoir été au courant des actes du prêtre schwytois. L'évêché a toutefois indiqué qu'il est en train d'examiner dix autres

cas possibles d'abus sexuels perpétrés par des prêtres, dont certains dateraient de plusieurs décennies. L'évêché précise que seuls deux cas ont été annoncés après que l'affaire du prêtre schwytois a éclaté, les autres lui ayant été signalés avant.

Par ailleurs, l'abbaye d'Einsiedeln a été mise en cause par la télévision alémanique SF. Cinq moines de la communauté ont été impliqués dans des affaires d'attouchements et, dans un cas, de rapport sexuel, a précisé l'abbé Martin Werlen. Les moines concernés ont été éloignés du collège.

Aucune plainte n'a été déposée.

Les abus sexuels commis par des religieux n'appartiennent toutefois pas qu'au passé. La Conférence des évêques suisses a reçu 60 plaintes ces quinze dernières années, indique Adrian von Kaenel, le directeur de la commission chargée par la Conférence des évêques suisses (CES) de gérer les abus. Mais l'Eglise ne dénonce pas activement les coupables à la justice, explique-t-il, laissant aux victimes le soin de déposer plainte. **ATS**

Lire aussi en page 9

PUBLICITÉ

ebookers.ch

Voyagez en un clic.

CHF 0.-
frais
d'annulation
hôtels*

Meilleures offres hôtels

Prague*** 1 nuit dès CHF 49.-

Florence**** 1 nuit dès CHF 87.-

Stockholm**** 1 nuit dès CHF 116.-

Meilleures offres hôtels

Hambourg**** 1 nuit dès CHF 117.-

Dubai***** 1 nuit dès CHF 124.-

New York*** 1 nuit dès CHF 129.-

Votre chambre est prête.

Chez ebookers.ch vous trouvez les meilleures offres hôtels à prix bas garantis. Dès maintenant, vous ne payez plus les frais de ebookers.ch en cas de changement ou d'annulation. Parmi les sites de voyages suisses, ebookers.ch est le seul à vous offrir cette flexibilité sur 95 000 hôtels dans le monde. www.ebookers.ch

Prix par nuit et par chambre (ch. double), taxes incluses. Sans petit déjeuner, prix valables jusqu'au 31.05.2010. Sous réserve de disponibilité.
*Certains hôtels peuvent appliquer leurs propres frais de changement ou d'annulation. Les conditions de l'hôtel, affichées durant le processus de réservation, font foi.